

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 25 – 8 juillet 2022

* Sommaire

Fait marquant

• Les industries énergivores alertent le gouvernement sur les risques pour leur activité d'un possible rationnement du gaz cet hiver

Climat & Energie

- Le 4^{ème} round de *Contracts for Difference* a permis d'accorder 11 GW de capacité de production d'électricité de source renouvelable, à des prix d'achat record
- La stratégie énergétique du gouvernement britannique a été présentée au Parlement

Environnement

- L'Office for Environmental Protection appelle le gouvernement à renforcer ses objectifs peu ambitieux en matière d'environnement
- Le gouvernement écossais souhaite imposer de nouvelles contraintes aux grands propriétaires fonciers

Industrie

• Le gouvernement refuse l'octroi d'un prêt pour rouvrir une des usines de CF Industries

Transports

- Les délais pour obtenir les habilitations de sécurité des personnels aériens auraient été largement réduits, selon le ministère des Transports (*DfT*)
- Les salariés de *British Airways* pourraient renoncer à faire grève cet été après avoir obtenu des hausses de salaires

Fait marquant

Les industries énergivores alertent le gouvernement sur les risques pour leur activité d'un possible rationnement du gaz cet hiver

L'Energy Intensive Users Group (EIUG), qui représente les industries britanniques les plus énergivores, s'inquiète des effets d'un possible rationnement du gaz cet hiver, certains secteurs, comme les céramiques ou le verre, ayant besoin d'un approvisionnement continu en gaz pour assurer leur production. Le gouvernement britannique a pour le moment écarté les inquiétudes concernant l'approvisionnement énergétique du R-U cet hiver et rappelé qu'il n'envisageait aucun rationnement de l'énergie. Les experts estiment risquée le choix du R-U de ne pas prévoir en avance des mesures pour faire face à de possibles pénuries de gaz, un risque encore plus important en cas d'hiver froid. Lors d'un épisode de ce type en 2018, le R-U s'était en effet largement appuyé sur les importations européennes pour répondre à la hausse de la demande énergétique. Les industries énergivores craignent en cas de pénurie d'être contrainte de suspendre leur production sans préavis suffisant, ce qui risquerait d'endommager leurs outils de production.

Le chiffre de la semaine

24,3 %

C'est la baisse <u>d'immatriculations</u> de voitures neuves au R-U en juin 2022 par rapport à juin 2021, selon les données de l'association britannique de producteurs automobiles (*SMMT*). Il s'agit du plus bas niveau pour un mois de juin depuis 1996. Les immatriculations de voitures neuves entre janvier et juin 2022 ont reculé de 11,9 % par rapport à la même période en 2021. Seules les voitures électriques enregistrent une hausse des immatriculations: + 14,6 % par rapport à juin 2022, atteignant 16,1 % des parts de marché. Ce pourcentage s'élève à 5,5 % pour les hybrides rechargeables. Le marché des véhicules <u>utilitaires</u> légers connaît une évolution similaire: les immatriculations totales ont reculé de 23 % entre juin 2022 et juin 2021, mais les immatriculations d'utilitaires électriques ont augmenté de 52,4 % sur la même période. Ces derniers représentent désormais 7,6 % des nouvelles immatriculations (3,8 % en 2021). La *SMMT* estime que les pénuries d'intrants persistantes à l'échelle mondiale, notamment de semi-conducteurs, continuent de pénaliser son activité, même si la production de voitures et véhicules utilitaires a augmenté pour la première fois en mai, après dix mois de baisse consécutifs.

Le graphique de la semaine

UK Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Le *UK Manufacturing PMI* (*Purchasing Managers' Index*) est passé de 54,6 en mai à <u>52,8</u> en juin, soit son plus bas niveau depuis juin 2020 (un chiffre supérieur à 50 indique une amélioration par rapport au mois précédent). Le ralentissement de l'activité manufacturière s'expliquerait par le déclin des commandes à l'export et sur le marché national, la hausse de l'inflation, les pénuries de matières premières, le conflit ukrainien et le ralentissement de l'activité en Chine. La confiance des entreprises est à son plus bas niveau depuis mai 2020 : seules 47 % des entreprises étudiées s'attendent à une hause de la production dans l'année qui vient.

Climat & Energie

Flash — Un <u>mouvement social</u>, lancé sur les champs gaziers et pétroliers norvégiens, risque de peser sur les livraisons de gaz vers le Royaume-Uni. Pour mémoire, le gaz d'origine norvégienne a représenté 42 % de la consommation du pays en 2021.

Flash – Michael Gove, ministre du Levelling Up, limogé par Boris Johnson avant l'annonce de la démission de ce dernier, n'a pas été en mesure d'annoncer la position du gouvernement sur l'ouverture d'une nouvelle mine de charbon en <u>Cumbrie</u>, qui devait être tranchée cette semaine.

Flash – Des activistes écologistes ont recouvert lundi un tableau de John Constable exposé à la <u>National Gallery</u> de Londres, en y apposant une image représentant un paysage massacré par les énergies fossiles, avant de se coller au cadre de l'œuvre. C'était la cinquième fois en une semaine que des militants de l'organisation <u>Just stop oil</u>, qui ont également perturbé le grand prix de Formule 1 de Silverstone, menaient une action de ce type dans une institution culturelle.

Flash — A la suite de l'annonce du gouvernement de doubler l'<u>aide militaire britannique</u> à l'Ukraine à 1 Md£, Kwasi Kwarteng ministre du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) a précisé qu'environ un quart de ces fonds provenait de crédits destinés à la lutte contre le changement climatiques non dépensés en 2021.

Flash – le gouvernement britannique a accordé $\underline{54}$ M£ à 15 projets visant à développer des technologies permettant d'éliminer des gaz à effet de serre l'atmosphère.

Le 4ème round de *Contracts for Difference* a permis d'accorder 11 GW de capacité de production d'électricité de source renouvelable, à des prix d'achat record

Le gouvernement a dévoilé les <u>résultats détaillés</u> du 4ème round de *Contracts for Difference* (CfD), mécanisme à travers lequel il garantit un prix de rachat de l'électricité aux producteurs pour une durée de 15 ans. Sur les 11 GW de capacité alloués à 93 projets, <u>7 GW concernent des projets éoliens offshore</u>, qui permettront d'accroître de 35 % la capacité installée ou en cours de construction (pour mémoire, le gouvernement s'est fixé pour objectif d'atteindre une capacité de 50 GW d'ici 2030). Les enchères ont permis d'obtenir des prix de rachat garantis record, soit un montant inférieur de près de 70 % à celui accordé à l'occasion de la première allocation de CfD, en 2015, pour les projets d'éolien offshore, et de 45 % pour les projets d'éolien onshore.

La stratégie énergétique du gouvernement britannique a été présentée au Parlement

Le 7 avril, Kwasi Kwarteng ministre du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS) avait dévoilé, sur fond d'urgence climatique et de guerre en Ukraine, la nouvelle stratégie de sécurité énergétique du gouvernement. Celle-ci vise à réduire rapidement la dépendance du pays aux énergies fossiles tout en luttant contre le changement climatique, à travers <u>un plan en 10 points</u>:

- Développer l'éolien en mer, y compris flottant;
- Développer l'hydrogène bas carbone;
- Déployer de nouvelles unités nucléaires y compris les petits réacteurs modulaires (SMR);
- Accélérer la transition vers des véhicules zéro émission;
- Favoriser la mobilité sans émission via un réseau de bus verts et le vélo;
- Soutenir l'innovation pour l'introduction d'un carburant durable pour l'aviation et le transport maritime;
- Décarboner le logement en encourageant l'isolation et l'installation de pompes à chaleur;
- Investir dans les systèmes de capture et de stockage du carbone;
- Protéger l'environnement à travers notamment la plantation d'arbres, la restauration des tourbières et un programme de lutte contre les inondations;
- Développer la finance et l'innovation vertes.

Le 6 juillet 2022, le projet de loi <u>Energy Security Bill</u> contenant 26 mesures donnant corps à cette stratégie énergétique a été présenté au Parlement. Le projet de loi indique qu'elle assurera 100 Md£ d'investissements privés dans de nouvelles infrastructures énergétiques d'ici 2030 et contribuera à diversifier l'approvisionnement énergétique national du pays, notamment grâce à

l'hydrogène et l'éolien *offshore*. Le gouvernement estime que la mise en œuvre de cette stratégie permettra de créer 480 000 emplois verts d'ici 2030.

Environnement

Flash – Un <u>rapport</u> du *Wildfowl and Wetland Trust* considère que le développement de nouveaux espaces humides et parcs dans les zones urbaines défavorisées pourrait contribuer à réduire les inégalités en matière de bien-être; un autre <u>rapport</u> avait estimé en 2017 que les espaces verts de l'agglomération de Londres permettaient d'économiser 952 M£ de frais de santé par an, compte tenu de leur impact positif sur la santé physique et mentale des habitants.

Flash – Un rapport de l'ONG WWF appelle à réduire l'utilisation des terres arables britanniques destinées à l'alimentation animale, qui représenterait 40 % de ces surfaces. Elle estime que le remplacement des aliments pour animaux à base de soja et de céréales par des déchets alimentaires et des ingrédients innovants, notamment des insectes, permettrait de libérer de l'espace pour cultiver des aliments destinés à l'alimentation humaine et pour la nature.

L'Office for Environmental Protection appelle le gouvernement à renforcer ses objectifs peu ambitieux en matière d'environnement

L'<u>Office for Environmental Protection</u> (OEP), agence indépendante créé en novembre 2021 et chargée de protéger et d'améliorer l'environnement en demandant des comptes au gouvernement et aux autres autorités publiques, a rendu son avis sur les <u>propositions du gouvernement en matière d'objectifs environnementaux</u>. Pour mémoire, l'<u>Environment Act 2021</u> exige que le gouvernement fixe au moins un objectif à long terme dans chacun des domaines suivants : qualité de l'air, eau, biodiversité, efficacité des ressources et réduction des déchets. <u>L'OEP critique plusieurs propositions</u> du ministère en charge de l'environnement, considérant certains objectifs manquent d'ambition (notamment en matière de bio-diversité et de qualité de l'air) et son président a demandé au gouvernement de « fixer des objectifs statutaires suffisamment complets et démontrant le niveau d'ambition nécessaire pour améliorer de manière significative l'environnement naturel, comme l'exige la loi sur l'environnement ».

Le gouvernement écossais souhaite imposer de nouvelles contraintes aux grands propriétaires fonciers

Le gouvernement écossais a ouvert une <u>consultation publique</u> en vue de réformer sa politique foncière, dans laquelle elle souhaite imposer aux grands propriétaires fonciers (disposant de plus de 3.000 hectares, soit environ 400 propriétés) de nouvelles contraintes. Ainsi, les transactions foncières devraient être publiques et les propriétaires finaux devront pouvoir être identifiés et prouver qu'ils sont enregistrés fiscalement dans l'Union européenne ou au Royaume-Uni, de manière à lutter contre l'utilisation de *trusts offshore* et de paradis fiscaux. Les grands propriétaires pourraient également être contraints de payer des amendes s'ils ne respectent pas de nouvelles règles relatives à la protection de la nature, des communautés locales et du climat. Cette réforme, qui pourrait entrer en vigueur en 2024, pourrait cependant se heurter à des difficultés juridiques, tant au regard de la Convention européenne des droits de l'homme que de

la législation britannique, compte tenu des restrictions proposées en matière de droit de propriété et des sociétés.

Industrie

Flash — Le gouvernement a repoussé la publication de sa décision sur le rachat de Newport Wafer Fab, plus gros fabriquant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées pour la fabrication de <u>puces électroniques</u>. S'appuyant sur la législation en matière de sécurité nationale, Kwasi Kwarteng a demandé 45 jours supplémentaires pour se prononcer sur cette offre de rachat, d'un montant de 63 M£.

Flash – Le R-U a annoncé l'ouverture d'un *Critical Minerals Intelligence Centre* destiné à «renforcer la résilience et la croissance du R-U en fournissant des données et des analyses actualisées sur l'approvisionnement en <u>minerais</u> essentiels ».

Le gouvernement refuse l'octroi d'un prêt pour rouvrir une des usines de CF Industries

A l'automne 2021, le groupe américain avait bénéficié d'un soutien financier du gouvernement pour maintenir l'activité de ses deux usines d'engrais en Angleterre. Reconduite en début d'année, cette aide a pris fin en mai. Le groupe a annoncé le mois dernier la fermeture de son usine de Cheshire en août, ce qui se traduira par 350 licenciements. *UK Nitrogen*, un consortium d'investisseurs privés, serait en discussions avec *CF Industries* pour racheter cette usine. Ce consortium a demandé au gouvernement l'octroi d'un prêt, de 10 M£ selon le *FT*, afin de pouvoir conclure cette opération, une demande que le ministère de l'Energie (*BEIS*) a rejetée. L'arrêt de cette usine pénalise particulièrement l'industrie agro-alimentaire, qui utilise également le C02 issu de la production d'engrais pour des activités comme l'étourdissement des animaux avant l'abattage, la mise sous emballage ou la production de boissons gazeuses.

Transports

Flash — Le gouvernement a déposé le projet de loi visant à ce que les <u>marins</u> employés sur des navires opérant des liaisons avec le R-U reçoivent l'équivalent du salaire minimum britannique. Ce projet fait partie d'un ensemble de mesures pour renforcer la protection des marins à la suite du licenciement par *P&O Ferries* de 786 de ses marins relevant du droit britannique en mars.

Flash – En attendant de trouver un nouveau sponsor commercial pour financer le fonctionnement du téléphérique urbain <u>Emirates Airline</u>, probablement d'ici la fin de l'été, <u>Transport for London</u> (*TfL*) devra assumer ces coûts. Emirates n'a en effet pas reconduit son contrat de sponsoring d'un montant de 36 M£ et qui arrivait à échéance début juillet.

Flash — Les services de <u>métro de nuit</u> reprendront sur la ligne *Northern* à partir de ce samedi, 9 juillet, et devraient reprendre sur la ligne *Picadilly* plus tard dans l'été.

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,
ENVIRONNEMENT,
INDUSTRIE, TRANSPORT
DE LONDRES

Flash — Les villes de Birmingham, Crewe, Derby, Doncaster, Newcastle-upon-Tyne et York ont été présélectionnées par le ministère des Transports (*DfT*) pour accueillir le <u>siège</u> de *Great British Railways* (*GBR*), futur organisme public en charge du secteur ferroviaire. Les Britanniques peuvent désormais voter pour l'une de ces villes, mais c'est le *DfT* qui prendra la décision finale, d'ici la fin de l'année.

Les délais pour obtenir les habilitations de sécurité des personnels aériens auraient été largement réduits, selon le ministère des Transports (DfT)

La réduction du délai pour obtenir ces accréditations fait partie d'un ensemble de mesures introduit en avril par le gouvernement pour remédier aux pénuries de personnels aériens. Selon un communiqué du <u>DfT</u>, 97 % des contrôles d'accréditation seraient effectués en cinq jours en moyenne et en 10 jours, en moyenne, pour les contrôles anti-terroristes (contre 20 jours en mars). Depuis le 30 avril, les compagnies aériennes et aéroports ne sont par ailleurs plus obligés de vérifier les antécédents professionnels des nouveaux employés avant qu'ils ne commencent leur formation. Ces mesures n'ont néanmoins pas permis de résoudre entièrement les difficultés affectant le transport aérien et plusieurs compagnies continuent d'annuler des vols faute de personnels suffisants. *British Airways* a ainsi <u>annulé</u> 10 300 vols supplémentaires jusqu'en octobre, notamment au départ de l'aéroport d'Heathrow.

Les salariés de *British Airways* pourraient renoncer à faire grève cet été après avoir obtenu des hausses de salaires

Les employés en charge de l'enregistrement des passagers <u>British Airways</u> à l'aéroport d'Heahtrow menaçaient de faire grève en l'absence d'une hausse de salaire. De nombreux salariés avaient accepté une baisse de 10 % de leur rémunération pendant la pandémie mais demandaient à ce que la compagnie aérienne revienne sur cette mesure au vu de la forte reprise du trafic aérien depuis le printemps 2022. Après des négociations ce mercredi, <u>British Airways</u> a accepté cette demande; les syndicats <u>Unite</u> et <u>GMB</u> doivent maintenant soumettre cette proposition au vote de leurs adhérents.



Responsable de la publication : • Rédacteurs :

Service Economique Régional de Londres Léa Auclair (Transports, Industrie) Gautier Houel (Energie, Environnement, Climat), Barthélémy Duhamel (Stagiaire), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner